

UNDT/2013/015, Simmons

Décisions du TANU ou du TCNU

En ce qui concerne la première décision administrative, l'intimé a fait valoir que cette réclamation était dérangée parce que le demandeur n'avait pas demandé d'évaluation de la direction de la décision contestée en temps opportun, même si l'unité d'évaluation de la gestion («MEU») avait effectivement accordé le congé du demandeur pour déposer la demande après l'expiration du délai; Une décision que le sous-secrétaire général de la direction avait par la suite confirmé dans la lettre d'évaluation de la gestion. Quant à la deuxième décision administrative, l'intimé a soutenu que la réclamation concernant le poste de poste pertinent n'était pas à recevoir parce que la vacance avait été retirée et que la décision de le faire était de «demande générale» et donc d'une décision administrative en appel. En ce qui concerne la troisième décision administrative, l'intimé a soutenu que les allégations d'abus et de harcèlement par l'administration avaient été rejetées dans deux cas antérieurs devant le tribunal des litiges, à savoir Simmons UNDT / 2011/084 et Simmons UNT / 2011/085. Le Tribunal a constaté que les réclamations du demandeur concernant la première et les deuxième décisions étaient à recevoir, tandis que celle concernant la troisième décision n'était pas (Res Judicata).

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur a fait appel de trois décisions administratives: deux décisions de non-sélection et le non-respect d'un rapport d'évaluation du rendement.

Principe(s) Juridique(s)

Doctrines de renonciation et d'estoppel: Si le MEU, en tant que partie intégrante du Secrétariat, a déjà déclaré la demande d'évaluation de la gestion en vertu de ses propres délais, l'intimé est empêché, lorsque la même réclamation est en attente devant le tribunal des différends, De plaider la position inverse sous les doctrines de

la renonciation et de l'estoppel. Extension des délais pour la demande d'évaluation de la gestion: la section 10 de ST / SGB / 2010/9 Lire avec le personnel Règle 11.2 (c) prévoit que l'intimé a délégué le pouvoir de prolonger la date limite de 60 jours pour le dépôt de la demande d'évaluation de la direction où Les efforts de résolution informelle du Médiateur sont en instance. Il ne s'ensuit pas automatiquement que le MEU est autorisé à prolonger cette date limite dans d'autres situations sur une base «exceptionnelle» comme le MEU l'a fait dans ce cas. Accordant une exception aux dispositions dans les IA: il est raisonnable de conclure que l'autorité de l'intimé à faire des exceptions aux règles du personnel, qui sont promulguées par l'intimé lui-même, s'étend aux émissions administratives, telles que ST / SGB / 2010/9, qui sont Classé plus bas dans la hiérarchie juridique que les règles du personnel. Les pouvoirs du MEU pour accorder des exceptions: en vertu de la règle 12.3 b) du personnel, il semblerait que - comme exception aux règles du personnel - le défendeur a le pouvoir d'étendre les délais énoncés dans la règle du personnel 11.2 (c) dans d'autres situations que La référence spécifique aux efforts de résolution informelle du Médiateur, à condition que les autres exigences obligatoires décrites dans la règle 12.3 (b) du personnel soient satisfaites. En conséquence, pour que le MEU puisse le faire, on pourrait faire valoir que l'intimé serait tenu d'avoir correctement délégué son pouvoir d'accorder une telle exception au MEU, que le sous-secrétaire général de la gestion semble également impliquer dans son évaluation de la direction lettre. Étant donné que le MEU est l'entité du Secrétariat chargé de gérer le processus d'évaluation de la gestion en vertu de la Sec. 10 de ST / SGB / 2010/9, il n'y aurait aucune raison de croire que le MEU ne posséderait pas le pouvoir délégué pour prolonger la date limite de dépôt de la demande d'évaluation de la gestion et correctement pour agir au nom du sous-secrétaire général pour Gestion et répondant. En vertu de la loi de l'agence, le MEU semble avoir le pouvoir apparent ou ostensible pour traiter les questions concernant le traitement des demandes d'évaluation de la gestion au nom de l'intimé, y compris l'octroi d'exceptions à la SEC. 10.2 (d) et étendent ainsi le délai à des situations autres que celles où un cas est en instance devant le Médiateur.Costa 2010-UNAT-036: L'intention de l'Assemblée générale derrière l'art. 8.3 de la loi ne pouvait pas être qu'un membre du personnel devrait être injustement exclu de l'exercice de ses droits pour faire appel lorsque les circonstances exceptionnelles et / ou compatissantes justifient une renonciation aux exigences pour déposer une demande d'évaluation de la direction dans certaines délais. Le retrait de la vacance était-il une décision administrative appelable? Il s'ensuit que la décision administrative de retirer la vacance a eu un impact direct sur les droits du

demandeur en vertu des termes de sa nomination ou de son contrat de travail, en ce qu'elle aurait autrement été une candidate éligible qui aurait probablement pu être nommée à ce poste particulier.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Simmons

Entité

Secrétariat de l'ONU

Numéros d'Affaires

UNDT/NY/2011/051

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

2 Nov 2013

Duty Judge

Juge Meeran

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Contrôle hiérarchique

Matière (ratione materiae)

Temporel (ratione temporis)

Droit Applicable

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2010/9

Statut du personnel

- Disposition 11.2(c)
- Disposition 12.3(b)

TCNU Statut

TANU Statut du Tribunal

- Article 2.1(a)

Jugements Connexes

UNDT/2013/006

UNDT/2009/051

UNDT/2011/084

UNDT/2011/085

2010-UNAT-036

2011-UNAT-182

2010-UNAT-058